

Toussaint rouge: la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954 en Algérie



Toussaint rouge : dans la nuit du 31 octobre au 1er novembre 1954, des opérations étaient lancées par le FLN sur toute l'Algérie.

« Toussaint rouge » est un bien grand mot compte tenu de ce qui s'est passé par la suite et du bilan relativement mitigé de ces attentats : 9 morts au total, 3 bombes (Radio Alger, Gaz d'Algérie et pétroles Mory) qui explosent et une vingtaine d'autres qui n'explosent pas, des bombes fabriquées pour faire beaucoup de bruit et peu de dégâts, à base de chlorate de potasse, quelques attaques de ferme, des récoltes brûlées, des poteaux télégraphiques coupés, des mitraillages contre les murs d'une gendarmerie (Cassaigne) et de deux casernes

(Boufarik et Blida).

La première victime de ce 1er novembre sera un jeune homme de 22 ans, à peine libéré du service militaire, Laurent François. Il est abattu devant la gendarmerie de Lapasset.

Les autres victimes : le lieutenant Darnault + 2 spahis à Kenchela.

Le garde forestier Braun près de Saint-Denis du Sig.

Le brigadier-chef Eugène Cohet et un soldat, Pierre Audat, du 9^e régiment des chasseurs d'Afrique.

Hamed Harouk, un agent de police à Dra-el-Mizan..

Et enfin, le plus spectaculaire, celui dont s'empareront tous les médias métropolitains, l'assassinat du caïd de M'chounèche, Ben Hadj Saddok et du jeune instituteur Guy Monnerot (*sa jeune femme, Jeanine, sérieusement blessée à la cuisse droite sera sauvée. Elle décèdera 40 ans plus tard le 11 novembre 1994*), dans le car qui faisait le trajet entre Aris et Tifelfel, dans les gorges de Tighanimine.

Le chauffeur du car était complice des meurtriers qui avaient l'ordre d'assassiner uniquement le caïd. Tous seront sévèrement châtiés (leur chef exécuté) par le responsable de la région Mustapha Ben Boulaïd.

Après ce 1er novembre 1954, il ne se passera plus une seule journée et une seule nuit sans attentats, sans meurtres, sans explosions. Le processus était enclenché.

On considère en général que le 1er novembre 1954, baptisé *Toussaint rouge*, est symboliquement la date de début de la guerre d'Algérie.

Certains considèrent également que le 19 mars 1962 marque la fin de la guerre d'Algérie.

Bien entendu il n'en est rien, tout cela est faux. Si une date devait être retenue comme début de la guerre d'Algérie ce pourrait être le 8 mai 1945 et les événements dramatiques qui se sont déroulés (*Massacre d'une centaine d'européens, enfants, femmes et vieillards, qui fêtaient la fin des hostilités, et répression brutale, plusieurs milliers de morts, ordonnée par le gouvernement communiste de l'époque sous les ordres de De Gaulle*).

En ce qui concerne le 19 mars 1962 et les accords passés à Evian, il ne s'agit en réalité que d'un cessez le feu unilatéral de l'armée française et, tout au contraire, le démarrage d'un génocide programmé (*La valise ou le cercueil*) de toute une population non musulmane afin qu'elle quitte l'Algérie devenue indépendante (*des milliers d'enlèvements civils et militaires, de disparus, d'exécutions, de crimes, notamment à Oran le 5 juillet 1962*).

Le 10 novembre 1954, François Mitterrand alors ministre de l'intérieur prononçait ces phrases : « *L'Algérie est partie intégrante de la nation française. Il se trouve que l'Algérie c'est la France parce qu'il se trouve que les départements de l'Algérie sont des départements de la République française. Qui hésiterait à employer tous les moyens pour préserver la France ? La France ne reconnaîtra pas chez elle d'autre autorité que la sienne.* »

Toujours en cette fin d'année 1954, c'était au tour de Pierre Mendès-France de s'exprimer : « *Les départements d'Algérie constituent une partie de la République Française. Ils sont français depuis longtemps et d'une manière irrévocable. Jamais la France, aucun gouvernement, aucun parlement français, ne cèdera sur ce principe fondamental.* »

Nous connaissons la suite... De Gaulle est arrivé !

Dès 1956, il avait des contacts secrets avec l'Organisation Extérieure de la rebellion algérienne et, en 1958, il

utilisait Abderhamane Farès comme intermédiaire avec le futur GPRA.

Le 1^{er} novembre 2012, le président de la République Française, François Hollande, avait adressé un message de félicitations au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, à l'occasion de la célébration du 58^e anniversaire de la Révolution du 1^{er} novembre 1954. Message dans lequel il s'est réjoui de la « vigueur renouvelée » des relations algéro-françaises.

«A l'occasion du 1^{er} novembre, j'ai le plaisir de vous adresser à vous-même ainsi qu'au peuple algérien mes vœux très sincères et amicaux», a écrit le chef de l'Etat français dans son message. « En cette année du cinquantenaire de l'indépendance algérienne, je me réjouis de la vigueur renouvelée de nos relations qui se manifeste à travers les nombreux domaines dans lesquels coopèrent nos deux pays» avait souligné François Hollande.

*Adresser des félicitations au chef du FLN le jour même de l'assassinat, cinquante-huit ans plus tôt, de six français et de quatre musulmans fidèles à la France.

Le féliciter pour les bombes qu'il a faites exploser ce 1^{er} novembre, date maudite qui a marqué le début du massacre de milliers de nos enfants, de vos enfants mères métropolitaines.

Cela serait qualifié, en temps de guerre, comme « intelligence avec l'ennemi » et passible du peloton d'exécution.

Ce jour-là, j'ai eu honte pour mon pays. La France était déshonorée une fois encore.

Je me permets de conseiller à l'actuel président de la République, et à ceux qui lui succéderont, quelques dates à commémorer:

- 20 août 1955... 50 femmes, enfants et ouvriers innocents, massacrés à El Halia.
- 18 mai 1956... A Palestro (Ouled Djerrah) 21 soldats du contingent, la plupart de la région parisienne, déchiquetés, émasculés, les testicules dans la bouche.
- 18 juillet 1956... 19 soldats du contingent découverts atrocement mutilés au douar Sidi Ghalem.

Mais aussi... celles de la côte 116, des bombes du casino de la Corniche, du Milk-Bar, de l'Otomatic, du stade municipal (12 morts et 45 blessés) et la date ou 18 « exploiters du peuple algérien », âgés de 8 à 12 ans, furent assassinés alors qu'ils attendaient le bus, après l'école, rue Sadi-Carnot à Alger, mais également tous les disparus et massacrés après le 19 mars, dans toute l'Algérie, et jusqu'au 5 juillet 1962 à Oran.

Tous les noms de ces milliers de victimes sont gravés dans le marbre et sur les tombes des cimetières, alors que l'on réclame toujours, depuis 1961, les noms des soi-disant 200 à 300 Algériens « jetés dans la Seine » un 17 octobre, et célébrés chaque année par le président des Français.

(Vous pouvez lire cette suite dans mon livre « J'accuse De Gaulle »)

Manuel Gomez